

PARTAGE DES REVENUS TIRÉS DU SECTEUR MINIER EN AFRIQUE IMPACT DE LA RÉFORME MINIÈRE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Michel Bissou et Eric Etoga



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Cameroun fait partie des pays africains en voie de développement qui accordent un intérêt particulier au secteur extractif, ce qui se vérifie lors de la définition et mise en œuvre des politiques économiques et de développement. C'est à ce titre que ce pays s'est doté d'un code minier en 2016, relevant de la catégorie des législations minières dites de 4ème génération. Cette importante réforme s'inscrivait dans le contexte marqué, entre autres, par les attentes des communes et communautés riveraines des sites miniers désireuses de bénéficier également des retombées de l'exploitation de

ces ressources naturelles. Mais le débat public sur la question du partage des revenus générés par le secteur extractif était déjà à l'ordre du jour, au vu notamment de la nécessité d'une meilleure connaissance des revenus miniers, de leurs mécanismes de redistribution, et du suivi de la gestion de ces fonds publics. C'est précisément le besoin de résoudre ces différentes problématiques qui est à l'origine des campagnes de plaidoyer menées par les OSC membres de la Coalition camerounaise Publiez Ce Que Vous Payez (CCPCQVP).

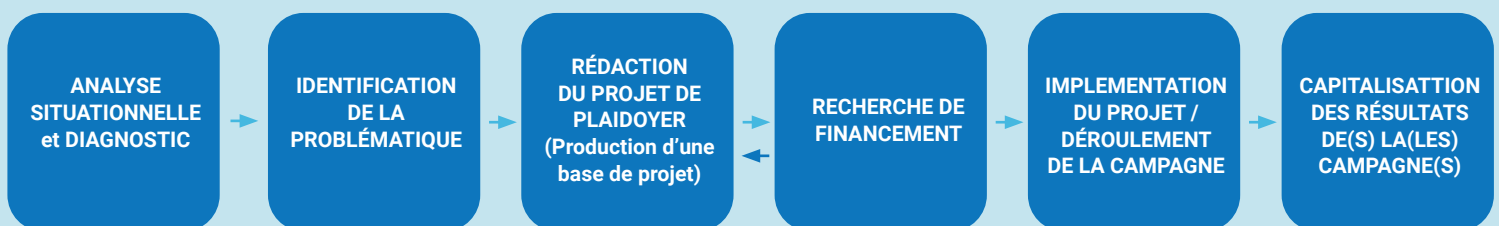


Schéma 1 : Processus de conception d'une campagne et définition de ces buts

LA CAMPAGNE

La CCPCQVP et ses organisations membres ont été vigilantes tout au long du processus de réforme minière : elles l'ont observé de près, et en particulier la question de la redistribution des revenus tirés du secteur minier, thème central de leurs campagnes de plaidoyer. Elles ont notamment participé aux sessions d'élaboration, puis de relecture du projet de loi correspondant. Parallèlement aux actions visant le suivi de la

réforme minière et la redistribution des revenus qui en sont tirés, il convient également de noter le travail de la société civile sur ce même thème mais à travers la mise en œuvre des exigences de la Norme ITIE (paiements infranationaux, transferts infranationaux, etc.).

Voici un aperçu des actions menées par les diverses OSC membres de la CCPCQVP:

Avant la réforme minière

- Gestion des recettes forestières et minières (RELUFA)
- Divulgation des contrats (CED & RELUFA)
- Suivi de la réforme minière (CED)
- Effectivité des paiements et transferts infranationaux dans le secteur minier (RELUFA)
- Fiscalité locale des carrières (CRADEC)

Pendant la réforme minière

- Atelier d'élaboration de l'avant-projet de loi portant Code minier (CED, RELUFA)
- Atelier de relecture de l'avant-projet de loi (CED, RELUFA, CCPCQVP, ...)

Après la réforme minière

- Suivi de la domestication de la Vision africaine du régime minier (CRADEC)
- Fraude environnementale dans l'artisanat minier semi-mécanisé (DMJ)

Les cibles des campagnes

Un même modèle a été suivi pour chacune des campagnes de plaidoyer menée avant et après l'adoption du code minier de 2016. Il s'est agi tout d'abord de conduire les études, puis d'en publier les rapports ; ensuite dans la foulée de sensibiliser les acteurs clés (au premier rang desquels les parlementaires), et de communiquer sur les résultats des études ; enfin de renforcer les capacités des parties prenantes, dont les professionnels des médias, maillon essentiel pour la transmission

de messages de campagne clairs et précis. Les campagnes selon les cas (zone d'étude, objectifs poursuivis...) ont pris en compte ou abordé les questions de genre et associé les minorités ethniques. Des ateliers de capacitation ont été organisés pour former les femmes et les communautés pygmées au suivi des projets miniers, respectivement dans les régions du Nord (projet d'exploitation du calcaire et du marbre de Figuil) et du Sud (projet d'exploitation du fer de Mbalam).

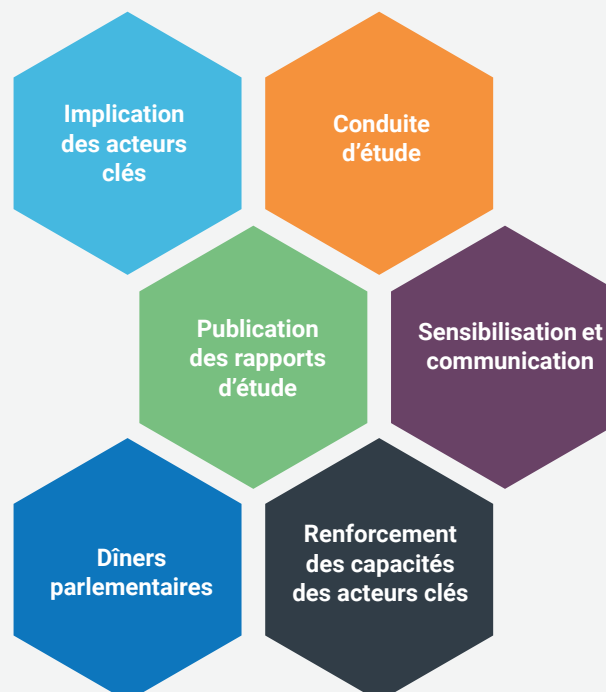


Schéma 3: Modélisation des actions complémentaires menées durant les différentes campagnes

Le déroulement de la campagne

Les contributions des différents acteurs clés ont été prises en compte tout au long de la campagne :

Phase 1. La conduite des études, étape fondamentale des campagnes de plaidoyer a associé l'ensemble des parties prenantes (à l'exception des médias).

Phase 2. Les actions de renforcement des capacités et de sensibilisation, corollaire naturel des rapports d'étude, se sont appuyées sur les résultats des études réalisées. Le renforcement

des connaissances et des capacités de tous les acteurs clés permet de promouvoir le débat public et de l'éclairer. La communication a été facilitée grâce à la participation active des médias aux différentes rencontres et événements organisés par les OSC.

Phase 3. Plaidoyer/Lobbying. Cette phase a été principalement orientée vers les pouvoirs publics, en l'occurrence les parlementaires et l'exécutif.

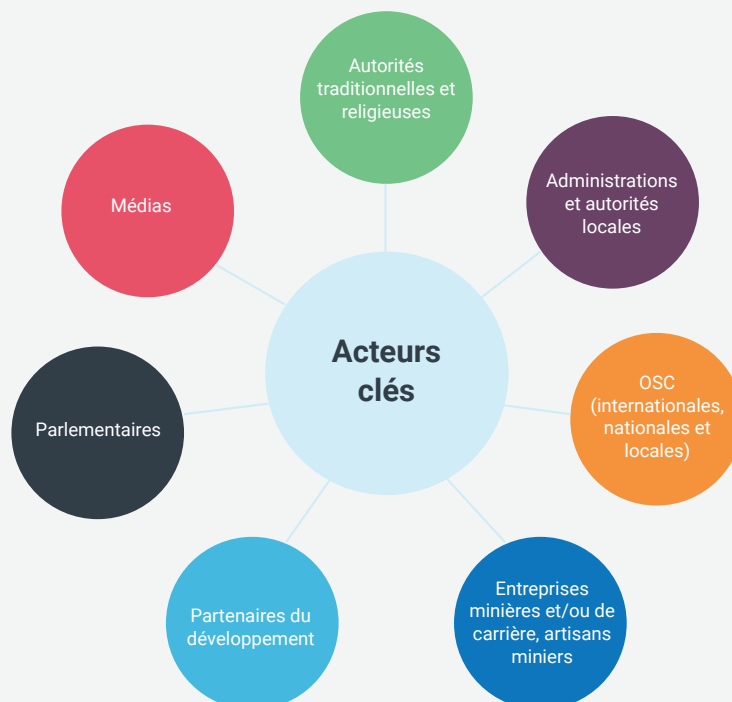


Schéma 4: Principaux acteurs intéressés, cibles des campagnes de plaidoyer

Les résultats de la campagne

La campagne aura notamment contribué à :

1. La mise à disposition des décideurs d'une riche documentation présentant les enjeux et défis liés à la question de la redistribution des revenus issus du secteur minier, notamment les études suivantes:

- i. Gestion des recettes tirées des ressources naturelles au niveau des collectivités locales au Cameroun : redevances forestières et minières à Yokadouma, Est du Cameroun (RELUFA, 2012)
- ii. Suivi du contenu local et des obligations fiscales des compagnies minières au Cameroun : cas du projet diamant de Cameroon and Korea Mining Incorporation, Mobilong, Est du Cameroun (RELUFA & CED, 2013)
- iii. Comment améliorer la rentabilité de la mine pour l'économie du Cameroun : 14 piliers à prendre en compte dans la réforme en cours du code minier (CED, 2014)
- iv. ITIE et gouvernance minière au Cameroun : entre rhétoriques et réalité. Les paiements et transferts infranationaux à la lumière des exploitations dans la localité de Figuil (RELUFA, 2014)
- v. La fiscalité locale : cas de l'exploitation des carrières de graviers dans les communes

de la région du Centre. La pierre d'achoppement ? (CRADEC, 2015)

- vi. Suivi de la domestication de la VAM au Cameroun (CRADEC, 2019)
- vii. Transparence et fraude environnementale dans le secteur minier au Cameroun : cas de l'exploitation artisanale semi-mécanisée à l'Est et dans l'Adamaoua (DMJ, 2019).

- 2. Une meilleure appropriation par les citoyens et les décideurs des enjeux et défis liés au partage des revenus issus du secteur minier. La campagne a été particulièrement bénéfique pour les peuples autochtones ainsi que pour les populations riveraines des sites miniers : ces groupes d'acteurs ont été associés à certaines activités de campagne et pris part à des formations sur le suivi des obligations légales et contractuelles de l'État et des compagnies exploitantes.**
- 3. L'amélioration du cadre légal relatif au contenu local (cf. Titre VII « Du contenu local », code minier de 2016) avec, entre autres, une meilleure prise en compte de la dimension de genre, et dans le cadre du nouveau code, la possibilité d'une répartition de la redevance superficielle (cf. art 176), la prise en compte des populations autochtones vivant à proximité des activités minières et carrières (cf. art. 44), et des activités coutumières.**

Enseignements tirés

Les enseignements pouvant être retirés de cette campagne sont certes nombreux, mais retenons essentiellement les suivants :

1. Il est indispensable d'asseoir les campagnes de plaidoyer sur des outils (rapports, études, etc.) crédibles, permettant d'engager un débat éclairé.
2. Il est nécessaire d'identifier tous les acteurs pouvant influencer d'une manière ou d'une autre sur le ou les thèmes de campagne.
3. Les médias peuvent s'avérer être des alliés de poids.
4. La participation des populations riveraines des sites d'exploitation est déterminante.



**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

Email: info@pwyp.org

 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)

 www.facebook.com/PublishWhatYouPay

www.pwyp.org

© Publish What You Pay 2020

Publish What You Pay is a registered charity (Registered Charity Number 1170959) and a registered company in England and Wales (No. 9533183).